

Formulaire de renseignements
ASSURANCE SOCIALE EN FAVEUR DE TRAVAILLEURS
INDEPENDANTS EN DIFFICULTE, CONFRONTÉS À UNE DIMINUTION
CONSIDÉRABLE DU CHIFFRE D'AFFAIRES OU DE LEURS REVENUS LES
METTANT DANS UNE SITUATION ÉCONOMIQUE TELLE QU'IL Y A UN
RISQUE DE FAILLITE OU DE DÉCONFITURE
Article 32, alinéa 2, troisième tiret de la loi du 19 mai 2010 portant des dispositions fiscales et diverses¹
Demande introduite entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre 2010².

I. LE DEMANDEUR

Ne sont visés par la mesure que les indépendants :

- qui exercent leur activité indépendante en leur nom personnel ; ou
- qui, au sein d'une société, exercent la fonction de gérant ou d'administrateur ou d'associé actif.

L'activité indépendante doit être exercée à titre principal et donner lieu au paiement de cotisations sociales à titre principal.

Nom : Prénom :

Numéro national :

Tél : E-mail :

Compte bancaire : n°

Activité indépendante exercée :

en personne physique: Numéro d'entreprise :

en société(s): Dénomination :

Adresse :

Numéro d'entreprise :

Fonction exercée :

II. A COMPLETER OBLIGATOIREMENT SI VOUS ETES MARIE OU FORMEZ UN MENAGE DE FAIT

Nom de votre conjoint ou cohabitant : Prénom.....

Numéro national :

Etes-vous séparé de votre conjoint : Non Oui :

depuis :

Si non, quel est son statut actuel :

Travailleur salarié

Travailleur indépendant

Fonctionnaire

Chômeur

Pensionné

depuis le :

depuis le :

¹ MB du 28/05/2010.

² Les demandes introduites avant le 1er octobre 2010 font l'objet d'un autre formulaire-AM du 23 juin 2010 (MB 01.07.2010).

Indemnité d'incapacité de travail depuis le :

Autre (à préciser) :
..... depuis le :

Sans depuis le :

III. VOUS ÊTES CONFRONTÉ À UNE DIMINUTION CONSIDÉRABLE DE VOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES OU DE VOS REVENUS VOUS METTANT DANS UNE SITUATION ÉCONOMIQUE TELLE QU'IL Y A UN RISQUE DE FAILLITE OU DE DÉCONFITURE (A COMPLETER OBLIGATOIREMENT) :

1. MOTIVATION DE LA DEMANDE

Toute demande, quels que soient les critères auxquels vous pensez satisfaire, doit être motivée en étant accompagnée des documents suivants (cocher les documents requis):

soit une **déclaration d'un comptable agréé ou d'un expert-comptable** au sens de la loi du 22 avril 1999 relative à la discipline professionnelle des experts-comptables et des conseils fiscaux ou d'un réviseur d'entreprises au sens de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des réviseurs d'entreprises, attestant que votre situation économique implique un risque de faillite ou de déconfiture (à joindre).

soit, à défaut, une **déclaration sur l'honneur accompagnée d'éléments objectifs**, démontrant que votre situation économique implique un risque de faillite ou de déconfiture.

Je soussigné,

déclare sur l'honneur que je suis confronté à une diminution considérable du chiffre d'affaires et/ou de mes revenus me mettant dans une situation économique telle qu'il y a un risque de faillite ou de déconfiture.

Signature :

2. CRITERES A RESPECTER

Vous devez satisfaire à **au moins deux** des sept critères suivants. Veiller à cocher **pour chaque question** l'une des deux réponses proposées (soit oui, soit non).

À chaque fois que vous répondez par l'affirmative à l'une des questions, vous avez l'obligation d'étayer votre réponse **en joignant les pièces justificatives** correspondantes.

- A. Il ressort de votre **déclaration de TVA** ou de la déclaration de TVA de votre société, ou d'une déclaration d'un comptable agréé, d'un expert-comptable ou d'un réviseur d'entreprises, relatives au 1^e, 2^e ou 3^e trimestre 2010 que le chiffre d'affaires de votre entreprise ou, si vous avez plusieurs entreprises, le chiffre d'affaires total de l'ensemble de vos entreprises, a baissé de 50% au moins par rapport, respectivement, au 1^e, 2^e ou 3^e trimestre 2009.

Oui Non

Si vous avez répondu "oui", joignez une **copie** des **déclarations de TVA** concernées par cette baisse du chiffre d'affaires ou joignez une attestation d'un comptable agréé ou d'un expert-comptable au sens de la loi du 22 avril 1999 relative à la discipline professionnelle des experts-comptables et des conseils fiscaux ou d'un réviseur d'entreprises au sens de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des réviseurs d'entreprises.

- B. Vous avez obtenu, au plus tôt au 1^{er} octobre 2009 et au plus tard au 30 septembre 2010, un **plan d'étalement** pour le paiement de vos dettes personnelles relatives à la TVA, aux impôts des personnes physiques, aux cotisations sociales de travailleur indépendant ou aux cotisations sociales pour travailleurs salariés.

Oui Non

Si vous avez répondu "oui", joignez une **copie** du (des) **plan(s) d'étalement** visé(s).

- C. Certaines de vos dettes personnelles en tant que travailleur indépendant (TVA, impôts des personnes physiques, cotisations sociales de travailleur indépendant ou cotisations sociales pour travailleurs salariés) ont fait l'objet au plus tôt au 1^{er} octobre 2009 et au plus tard au 30 septembre 2010 d'une **contrainte** ou d'une **citation**.

Oui Non

Si vous avez répondu "oui", joignez une **copie** de la **contrainte** ou de la **citation visée**.

- D. Vous ou votre société avez disposé d'un **crédit de caisse** qui a été annulé par l'institution financière entre le 1^{er} octobre 2010 et le 31 décembre 2010.

Oui Non

Si vous avez répondu "oui", joignez une **copie** du document par lequel l'institution financière vous a signifié l'annulation du crédit de caisse.

E. **Au moins 50%** du chiffre d'affaires de la période du 1^{er} avril 2010 jusqu'au 31 décembre 2010 inclus proviennent :

- d'entreprises déclarées en **faillite**, en **concordat judiciaire** ou en **réorganisation judiciaire**, ou
- de travailleurs indépendants en **règlement collectif de dettes**.

Oui Non

Si vous avez répondu "oui", joignez une **déclaration spécifique** d'un comptable agréé ou d'un expert-comptable au sens de la loi du 22 avril 1999 relative à la discipline professionnelle des experts-comptables et des conseils fiscaux ou d'un réviseur d'entreprises au sens de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des réviseurs d'entreprises, **attestant l'origine de votre chiffre d'affaires**. Votre comptable agréé ou expert-comptable externe déclare **qu'au moins 50%** de votre chiffre d'affaires de la période du 1^{er} avril 2010 jusqu'au 31 décembre 2010 proviennent :

- d'entreprises déclarées en faillite, en concordat judiciaire ou en réorganisation judiciaire ou
- de travailleurs indépendants en règlement collectif de dettes.

F. Vous avez obtenu à titre personnel durant la période comprise entre le 1^{er} octobre 2010 et le 31 décembre 2010 une **dispense de cotisations sociales pour au moins deux trimestres**.

Oui Non

G. Il ressort de vos **déclarations de TVA** ou des déclarations de TVA de votre société, ou d'une déclaration d'un comptable agréé, d'un expert-comptable ou d'un réviseur d'entreprises, relatives au 1^e, 2^e ou 3^e trimestre 2010 que votre chiffre d'affaires ou celui de votre société a baissé d'au moins 60 % par rapport respectivement au 1^e, 2^e ou 3^e trimestre 2008.

Oui Non

Si vous avez répondu "oui", joignez une copie des déclarations de TVA concernées par cette baisse du chiffre d'affaires ou joignez une attestation d'un comptable agréé ou d'un expert-comptable au sens de la loi du 22 avril 1999 relative à la discipline professionnelle des experts-comptables et des conseils fiscaux ou d'un réviseur d'entreprises au sens de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des réviseurs d'entreprises.

ATTENTION ! : Pour chaque question (de A à G) à laquelle vous avez répondu « oui », VOUS AVEZ L' OBLIGATION DE JOINDRE A LA PRESENTE DEMANDE LES COPIES/DECLARATIONS attestant votre affirmation.
--

IV. SITUATION ACTUELLE DU DEMANDEUR (A COMPLETER OBLIGATOIREMENT) :

A. Exercez-vous une **activité professionnelle** actuellement ?

Oui Non

Si oui, précisez votre statut actuel :

Travailleur salarié depuis le :

Travailleur indépendant depuis le :

Fonctionnaire depuis le :

Autre (à préciser) :

..... depuis le :

Etes-vous mandataire d'une autre société que celle éventuellement mentionnée dans ce formulaire ?

Oui Non

Si oui, précisez la dénomination de la société/des sociétés :

B. Bénéficiez-vous de **revenus de remplacement** ?

Oui Non

Si oui, précisez la nature de ces revenus :

Chômeur depuis le :

Pensionné depuis le :

Indemnité d'incapacité de travail depuis le :

Autre (à préciser) :

..... depuis le :

C. Bénéficiez-vous d'un revenu d'intégration versé par le CPAS ?

Oui Non

D. Avez-vous une ou plusieurs **personnes à charge** ?

Oui Non

Si oui, précisez votre lien avec cette/ces personne(s) :

Conjoint

Cohabitant

Enfant(s)

Parent(s)

Autre (à préciser) :

.....

V. DECLARATION

Je m'engage à signaler, dans les quinze jours, à ma Caisse d'assurances sociales toute modification dans les renseignements communiqués ci-dessus.

Je suis au courant que l'intégralité de l'intervention financière pourrait faire l'objet d'une récupération, au cas où j'omettrais de signaler une quelconque modification qui interviendrait.

Je suis au courant que les déclarations fausses ou inexactes peuvent entraîner des poursuites judiciaires et la récupération des sommes indûment perçues; je déclare que les données de ce formulaire sont véritables et complètes.

Nombre d'annexes (prière de cocher dans la liste ci-dessous, les documents effectivement joints):

- Déclaration sur l'honneur (motivation) jointe au présent formulaire
- Déclaration du comptable agréé/expert-comptable externe (motivation)
- Copie des déclarations de TVA concernées
- Copie du plan d'étalement des paiements concerné
- Copie de la contrainte ou de la citation
- Copie de l'acte par lequel l'institution financière a dénoncé votre crédit de caisse
- Déclaration(s) spécifique(s) d'un comptable agréé/expert-comptable externe

Fait à, le

Signature du demandeur :

Document à renvoyer par recommandé à la caisse d'assurances sociales avant le